



# Le décrochage scolaire, une problématique avant tout sociale

© Jeanne Frank/item pour Le Media sociall

Combien d'enfants et de jeunes la période du confinement aura-t-elle précipités dans la case des « décrocheurs » ? La question inquiète le monde éducatif et tout autant les travailleurs sociaux mobilisés pour raccrocher ceux qui s'éloignent, et resserrer les liens avec une école accusée d'amplifier les inégalités sociales.

Opération « école ouverte » en plein été, « colonies apprenantes »... Ces vacances estivales n'auront jamais été aussi studieuses et ce, dans l'espoir d'amortir une rentrée scolaire qui s'annonce à hauts risques, avec, probablement, un nombre de décrocheurs en augmentation alors même que le phénomène était en voie d'amélioration.

Environ 80 000 jeunes seraient concernés en 2019 pour 140 000 en 2014, selon le ministère de l'éducation nationale, qui entend par « décrocheurs » les jeunes qui quittent le système éducatif sans avoir obtenu aucun diplôme de second cycle (avec au mieux le brevet des collèges).



Remise au premier Ministre du rapport sur l'obligation de formation jusqu'à 18 ans, rédigé par la députée Sylvie Charrière et Patrick Roger, président de la mission locale de Strasbourg, le 13 janvier 2020. - © Ministère des solidarités

Lors de son interview du 14 juillet dernier, le président Emmanuel Macron a insisté : « *Aller chercher ces élèves est le "défi de l'été"* ». Avant d'indiquer qu'il n'aimait pas le terme de « décrocheurs »... « *Je préfère les accrocheurs, parce qu'on aura besoin de leur vitalité, de leur force, et on devra les aider* ».

Alors qu'une première mesure, d'obligation de formation visant les 16-18 ans, était déjà actée (en lien avec la **stratégie pauvreté**) pour la rentrée scolaire 2020, le nouveau premier ministre, Jean Castex a finalement dévoilé jeudi 23 juillet la stratégie complémentaire prévue par le **plan «#1jeune1solution** » en direction des intéressés : un parcours personnalisé de 4 mois, pour 35 000 décrocheurs de 16 à 18 ans (lire encadré ci-dessous).

## Un décrochage aux causes multiples

Il y a de fait urgence à agir : le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a déclaré avoir perdu le contact avec 4 % des élèves à la fin du confinement - contre 8 % au début -, et encore ce chiffre ne concerne-t-il que les élèves qui n'ont jamais donné de leurs nouvelles, et non ceux qui sont restés en contact avec leur établissement en pointillé, ni non plus ceux qui n'auront pas assimilé les notions.

Un décrochage dû à des difficultés multiples : relation déjà distendue avec le système scolaire, absence d'équipement informatique pour poursuivre les apprentissages à la maison, conditions de vie difficiles ou encore impossibilité pour les parents d'accompagner leur enfant.

## Un énorme stress

Si la précarité sociale a pesé lourd sur le confinement comme sur la poursuite de la scolarité, les parents concernés sont restés particulièrement mobilisés. « La question de l'école à la maison a été la source d'un énorme stress pour les familles que nous accompagnons », témoigne Marie-Aleth Gard.

Celle qui **est désormais présidente** d'ATD Quart Monde précise : « *Tout en ne maîtrisant pas tous les codes de l'école, elles essayent de suivre à la lettre les directives. Elles ont ainsi passé de nombreuses heures sur les devoirs, là où des familles plus favorisées se sont organisées avec davantage de détachement : par exemple, les devoirs seulement le matin pour que les parents puissent être complètement en télétravail l'après-midi* ».



Marie-Aleth Gard, présidente d'ATD Quart Monde, s'inquiète pour les parents qui, dans le contexte de fermeture des établissements, ont été privés de dialogue direct avec l'école. - © DR

## Des dégâts pour les familles

Au-delà de la question de la poursuite des apprentissages, Marie-Aleth Gard s'inquiète pour les parents qui, dans le contexte de fermeture des établissements, ont été privés de

dialogue direct avec l'école alors que la fin de l'année scolaire est synonyme de décisions d'orientation « *qui ont pu tomber comme des couperets* ».

« *C'est encore difficile à évaluer précisément, mais on peut redouter qu'il y ait eu beaucoup de dégâts pour les familles éloignées de l'école* », estime-t-elle. Comme nombre d'associations, ATD a mis en place du soutien scolaire à distance, en s'appuyant sur le volontariat d'enseignants à la retraite.

## Besoin de repères

La question de la scolarité a été tout aussi centrale pour les établissements du social et du médico-social accueillant des enfants, ou encore les établissements scolaires dits à pédagogie différenciée.

Ainsi, à Marseille, l'ensemble scolaire Viagliano, établissement des Apprentis d'Auteuil qui compte une unité de prévention éducative, a accueilli pendant le confinement, sur dérogation, les élèves les plus en difficulté, scolairement ou socialement, pour qui « *continuer à travailler à la maison est quasiment mission impossible* », explique Coline Marchand, cheffe de service de l'internat de l'établissement. « *Quand ils sont revenus en classe, nous les avons sentis très éteints. Nous avons prévu des activités plutôt ludiques alors qu'ils nous ont demandé de reprendre le programme scolaire, probablement par besoin de repères* », souligne-t-elle.

## Le poids des inégalités

À plusieurs reprises pendant le confinement, le ministère de l'éducation nationale a communiqué sur la mise en place de mesures à destination des familles en difficulté ou des élèves relevant de la protection de l'enfance, comme le prêt de matériel informatique, confirmant, en creux, le poids des inégalités scolaires.

« *En lien avec le conseil départemental, des professeurs de notre académie se sont rendus disponibles auprès d'établissements accueillants des enfants placés* », témoigne ainsi Jean-Marc Huart, recteur de l'académie de Nancy-Metz.



Le ministère de l'éducation nationale a largement communiqué, pendant le confinement, sur la mise en place de mesures comme le prêt de matériel informatique, à destination des familles en difficulté ou des élèves relevant de la protection de l'enfance. - © stock.adobe.com

Et pour ceux qui ne représentent pas un public captif, soit les plus nombreux, l'Éducation nationale a compté sur l'« aller vers » assuré par les enseignants qui ont tenté de renouer le lien, et surtout par les travailleurs sociaux habitués à être mobilisés, quelle que soit l'actualité, dans la lutte contre le décrochage scolaire.

## Aller chercher les décrocheurs

Ainsi, Jean-Michel Blanquer indiquait, le 7 mai 2020 devant le Sénat, que les assistants de service social de l'Éducation nationale allaient recevoir un message leur demandant « *d'aller chercher les enfants décrocheurs* ».

Mais plus d'un mois plus tard, à l'annonce de la rentrée « obligatoire » du 22 juin 2020, Philippe Vincent, secrétaire général du syndicat national des personnels de direction de l'Éducation nationale (SNPDEN) estimait que « *le problème est que ceux qui ont vraiment décroché, et que l'on aimerait récupérer, sont probablement ceux qu'on ne reverra pas avant septembre* ».

## Le travailleur social à l'interface

Pour Élodie (1) et Camille (1), membres d'un collectif d'assistants de service social de l'Ain, l'intervention des travailleurs sociaux dans la lutte contre le décrochage scolaire, qu'ils

soient positionnés au sein de l'Éducation nationale comme c'est leur cas, ou qu'ils agissent en partenariat avec l'école, est une évidence. Selon elles, le phénomène est en effet « à la croisée de multiples problématiques : difficultés scolaires, délinquance, troubles psychiques, conflits familiaux... c'est un tout ».

Élodie précise : « L'assistante sociale scolaire a une place importante car elle a une vision globale de la situation de l'enfant, elle ne le perçoit pas uniquement à travers ses résultats scolaires et va rappeler, justement, qu'il n'y a pas que les notes qui comptent. Elle est à l'interface entre l'école et de la famille, tout en recueillant la parole de l'enfant ».



Le décrochage scolaire est à la croisée de multiples problématiques : difficultés scolaires, délinquance, troubles psychiques, conflits familiaux...  
- © Jeanne Franck/item pour Le Media social

## *Des décrocheurs plus jeunes*

*Multifactoriel, le décrochage affiche aussi une évolution inquiétante, en ce qu'il touche des élèves de plus en plus jeunes. « Il y a 20 ans, j'aurais dit que le cœur de cible était les 14-17 ans, aujourd'hui, je dirais que le phénomène touche dès 12 ans », estime Daniel Carasco, directeur d'une maison d'enfants à caractère social (Mecs) à Nîmes (Gard). Qui ajoute : « Le seuil de tolérance de l'école a beaucoup baissé, avec des exclusions à tour de bras face à des problèmes de comportement ; exclusions qui n'aident pas le jeune concerné à rester en lien avec son établissement ».*

Le directeur trouve particulièrement difficile de trouver des solutions pour « redonner le goût et du sens aux apprentissages » aux 12-16 ans qui n'ont pas accès à la mission locale ou à une école de la deuxième chance (E2C, lire notre reportage ci-dessous). Pour eux, il

reconnait qu'il « se débrouille » avec des patrons compréhensifs, afin d'organiser des stages pour « aider le jeune à se trouver ».

## Une école trop exigeante



Sophie Perrier, directrice adjointe à Action Enfance.-

Sophie Perrier, (villages d'enfants et foyers, environ 800 places), signale, elle aussi, une école de plus en plus exigeante avec des enfants au parcours chaotique, qui ne sont parfois accueillis « qu'une heure par jour ».

Les éducateurs familiaux veillent à entretenir le dialogue avec les établissements mais Action Enfance ne « s'interdit pas de se tourner, à l'avenir, vers des pédagogies différentes et le secteur privé ».

## Resserrer les liens familles/école

Pour Marie-Aleth Gard, la question n'est pas de fixer un âge qui serait le plus sensible, même s'il est admis que le passage du CM2 à la 6e est une période délicate si l'élève présente déjà des difficultés scolaires, mais plutôt d'affirmer que « quand on parle de décrochage, il est déjà trop tard ».

ATD Quart Monde a ainsi entrepris d'**agir en amont**, soit de resserrer les liens entre les familles précaires et l'école dès la maternelle, avec pour objectif de « mieux se connaître pour mieux se comprendre ». « Les enseignants ne sont pas formés sur la question de la précarité et sont rarement issus d'un milieu très modeste. De leur côté, les parents espèrent que l'école va offrir un avenir meilleur à leurs enfants avec de nombreuses déceptions à la clé », souligne sa vice-présidente.

## Des journées de formation

Pour lever les incompréhensions et lutter contre les inégalités sociales que l'école vient encore renforcer, ATD Quart Monde anime des journées de formation pour les enseignants, en partenariat avec les syndicats enseignants. « Nous voudrions mettre fin aux mauvaises orientations pour cause de pauvreté - il peut arriver qu'un enfant soit dirigé vers un institut médico-éducatif (IME) alors que ce n'est pas sa place ! - sachant que les mauvaises orientations font le lit du décrochage », insiste Marie-Aleth Gard.

## Des dispositifs spécifiques

Face au décrochage, l'Éducation nationale a développé de  **multiples dispositifs**  (*missions de lutte contre le décrochage scolaire - MLDS, groupes de prévention du décrochage scolaire - GPDS,...*) qui s'appuient plus ou moins étroitement sur l'intervention d'acteurs extérieurs au secteur scolaire, dont les travailleurs sociaux, le plus souvent dans l'objectif d'atteindre des jeunes qui sont sortis de ses radars.

« Des jeunes nous sont envoyés par un juge car leur suivi inclut un engagement de scolarisation, ou alors par des éducateurs spécialisés dans le cadre d'une action éducative en milieu ouvert (AEMO) », témoigne ainsi Samia Kébir, coordinatrice au sein de la mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) de l'académie de Créteil, mission qui s'adresse aux plus de 16 ans.

### « Tu n'es pas ton bulletin de notes »



Sadek Deghima, responsable du service de prévention spécialisée Avenir des Cités.- © DR



Manuel Marseille, directeur du collège privé Marcel Callo.- © Geoffroy Lasne/Apprentis d'Auteuil

Du côté des travailleurs sociaux, la lutte contre le décrochage scolaire est un des axes de travail de l'accompagnement global du jeune.

Sadek Deghima, responsable du service de prévention spécialisée Avenir des Cités, à Harnes (Pas-de-Calais) se félicite que le conseil départemental ait choisi de resserrer les actions de prévention sur les 11-16 ans plutôt que sur les 16-20 ans, ce qui « permet de travailler les risques de décrochage en amont, sachant que le phénomène peut s'enclencher dès le primaire avec, notamment, des absences qui se répètent ».

Les éducateurs vont tenter de réparer la blessure que représente l'école, « arriver à expliquer "tu n'es pas ton bulletin de notes" », faire émerger des compétences et des qualités, liste le chef de service.



## Un suivi individualisé

Au collège privé Marcel Callo, à Nogent-sur-Oise (Oise), établissement des Apprentis d'Auteuil, l'équipe inclut des travailleurs sociaux - les surveillants sont des moniteurs éducateurs spécialisés et les cadres sont issus de la protection de l'enfance - qui suivent tout particulièrement les élèves en risque de décrochage.

« *En plus du travail éducatif mené au sein du collège, nous travaillons en lien étroit avec l'éducateur qui suit l'élève dans sa famille* », explique Manuel Marseille, le directeur.

## Rapprocher les intervenants

Si l'Éducation nationale a besoin des travailleurs sociaux pour rattraper les décrocheurs et les travailleurs sociaux besoin d'être en lien avec l'école, la rencontre entre les deux mondes ne va pas de soi. C'est « *avec le temps* » qu'Avenir des Cités a pu développer des partenariats avec certains collèges pour que lorsque qu'un jeune est exclu, il vienne passer ce temps d'exclusion au sein de l'association plutôt que de rester chez lui.

## Faire tomber les représentations

Catherine Carpentier, directrice de l'association Laisse ton empreinte (Lille, Nord), centre de ressources et de formations en travail social, réunit personnels des établissements (enseignants, conseiller principal d'éducation, infirmière scolaire...) et travailleurs sociaux dans le cadre de formations de lutte contre le décrochage scolaire.

Elle remarque que « *ce n'est qu'en participant à un même atelier que les représentations des uns sur les autres arrivent à tomber* ».



Catherine Carpentier, directrice de l'association Laisse ton empreinte.-  
© DR



Carole Bourgatte, coordinatrice du microlycée de Nancy-Vandœuvre.-  
© DR

Elle observe aussi que les collaborations engagées sur le terrain « *reposent beaucoup sur le relationnel, par exemple, une rencontre fructueuse entre un chef d'établissement et une association* ». Et souligne enfin que le cercle des acteurs engagés dans la lutte contre le décrochage est très large et hétéroclite : agents des CAF au titre du soutien à la parentalité, équipes des maisons des adolescents...

Elle observe aussi que les collaborations engagées sur le terrain « *reposent beaucoup sur le relationnel, par exemple, une rencontre fructueuse entre un chef d'établissement et une association* ». Et souligne enfin que le cercle des acteurs engagés dans la lutte contre le décrochage est très large et hétéroclite : agents des CAF au titre du soutien à la parentalité, équipes des maisons des adolescents...

## « **L'école demeure un univers fermé** »

Carole Bourgatte, coordinatrice du microlycée de Nancy-Vandœuvre (Meurthe-et-Moselle), établissement accueillant des décrocheurs ayant entre 18 et 25 ans, confirme le poids de l'interpersonnel dans la conduite de projets communs.

Psychologue et professeure de formation initiale, elle a exercé dans le cadre de la protection de l'enfance, ce qui lui permet aujourd'hui de « *maîtriser le langage des travailleurs sociaux ou de mieux appréhender la question du partage des informations* », et de travailler étroitement avec la mission locale comme avec le secteur hospitalier.

« *En règle générale, psychologues, éducateurs et enseignants se parlent peu, peuvent même se positionner en concurrence autour d'un cas. Et il est vrai que l'Éducation nationale demeure un univers fermé* », conclut-elle.

**(1) Ces professionnelles ont demandé l'anonymat.**

## Des mesures ciblées sur les 16-18 ans

Le premier ministre Jean Castex a dévoilé le 23 juillet, son plan pour l'avenir des jeunes, baptisé « #1jeune1solution ». Parmi les actions prévues, un volet concerne directement les décrocheurs de 16 à 18 ans. D'ici 2021, 35 000 d'entre eux devraient bénéficier d'un parcours personnalisé, visant à leur redonner « la capacité de se projeter, en leur faisant découvrir des métiers pour construire leur projet professionnel ».

Porté par l'afpa, ce programme de 4 mois mobilisera un ensemble de réponses adaptées aux besoins de ces jeunes, au-delà de la formation stricto-sensu : accompagnement social, sport, art et culture. Objectifs affichés :

- Leur redonner confiance en présentant les différentes possibilités d'orientation ;
- Les guider vers l'autonomie en les sortant d'univers parfois incapacitants et en développant la confiance et la capacité à agir sur son parcours ;
- Leur faire découvrir les métiers et les opportunités dans leur région et/ou dans d'autres régions ;
- Valider leurs acquis par une certification délivrée en open badges (déclaration dématérialisée de l'acquisition de compétences socles, compétences transversales et compétences numériques).

Avant la crise sanitaire, une première mesure avait déjà été instaurée par la loi pour une École de la confiance du 26 juillet 2019 : l'« obligation de formation » (service civique, apprentissage...) pour les 16-18 ans. Elle a été confiée aux missions locales qui devront recueillir les informations sur la situation des jeunes sortis du système scolaire, aller à leur contact et mettre en œuvre un accompagnement.

À cette fin, des missions locales ont déjà passé des conventions avec des acteurs spécialisés dans l'accompagnement de jeunes mineurs notamment de l'aide sociale à l'enfance, de la protection judiciaire de la jeunesse ou encore les « réseaux jeunesse » des communautés de communes.

# « *L'assistante sociale scolaire occupe une position délicate* »



Daniel Verba, sociologue.- © DR

Daniel Verba est maître de conférences en sociologie, spécialisé en professions sociales, à l'Université Sorbonne-Paris-Nord.

## **Quand la question sociale est-elle « entrée à l'école » ?**

**Daniel Verba :** Pendant longtemps, l'école est restée à l'écart du monde social. Pour correspondre au mythe de l'égalité républicaine, les élèves devaient se présenter devant le maître débarrassés de tout ce qui pouvait faire leur singularité et les distinguer socialement.

La bascule s'est opérée dans les années 60 avec la contestation des fondements des grandes institutions. Le sanctuaire de l'école s'est fissuré et la question sociale est entrée dans ses murs : les rapports de classes, le racisme, le chômage...

## **L'institution « école » a dès lors perdu de son uniformité ?**

**D.V. :** Une contre-culture s'est construite en parallèle - on voit bien aujourd'hui l'impact de la contre-culture des réseaux sociaux auprès des plus jeunes -, dynamique qui s'oppose à la culture scolaire.

L'école n'est plus la même partout, elle s'est territorialisée avec certains établissements qui regroupent massivement des élèves en difficulté ou issus des minorités visibles. De plus, sa mission a profondément changé avec l'objectif d'amener au moins 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat, une réorientation qui a modifié la composition et le volume du public scolaire.

## **Les assistantes sociales scolaires incarnent l'intervention sociale au sein de l'institution scolaire : y ont-elles réellement la place qui leur revient ?**

**D.V. :** Les assistantes sociales scolaires sont peu nombreuses, rapportées au nombre d'élève (NDLR: on dénombre environ 2 500 professionnelles). Chacune intervient dans plusieurs établissements, ce qui rend leur visibilité ou leur intégration à l'équipe plus aléatoire.

L'intitulé de leur poste est d'assurer un service social « en faveur des élèves », ce qui les inscrit dans les métiers du care. Une mission fondée sur l'encouragement qui peut apparaître en décalage avec les pratiques du milieu scolaire où il est question de mise en concurrence entre les élèves et d'évaluation.

## **Sont-elles en porte-à-faux vis-à-vis des autres professionnels de l'institution ?**

**D.V. :** On peut imaginer que ce ne soit pas aisé d'avoir une approche individuelle de l'élève face au collectif de la classe, ou encore de défendre la non-exclusion de ceux qui ont été identifiés comme des « gêneurs ». Néanmoins, les assistantes sociales scolaires semblent trouver une certaine gratification dans leur mission.

En 2003, quand il a été question de les rattacher aux conseils généraux (ex-conseils départementaux), leurs syndicats ont manifesté une forte opposition. Une des raisons exprimées était la volonté des professionnelles de rester au sein des établissements et en proximité d'un public jeune.

## **Les assistantes sociales scolaires se trouvent donc dans une recherche perpétuelle de compromis ?**

**D.V. :** L'assistante sociale scolaire peut sembler un électron libre au sein d'une institution très hiérarchisée. Pourtant, si dans les textes elle ne relève pas du chef d'établissement, sa marge de manœuvre et sa capacité d'initiative dépendent en effet de la liberté d'intervention que va lui laisser celui-ci.

Elle peut trouver des appuis auprès de l'infirmière, du conseiller principal d'éducation, de professeurs ou encore de partenaires extérieurs mais ces soutiens reposent beaucoup sur des relations interpersonnelles et sont donc potentiellement fragiles.

## **Son positionnement intermédiaire est périlleux...**

**D.V. :** Elle se situe en effet à l'interface des élèves, des professeurs et des familles pour faire entendre aux uns et aux autres les difficultés de l'enfant, face à des familles parfois très éloignées de l'école et à des professeurs qui n'ont pas été formés à la sociologie des publics qu'ils accueillent...

L'assistante sociale scolaire a ainsi un pied dedans et un pied en dehors de l'école, soit une position assez délicate. Et cinquante ans après 1968, l'école a gardé une certaine méfiance vis-à-vis du monde social extérieur, alors que la société a, elle, beaucoup évolué.



© Jeanne Franck/item pour Le Media social

# Faire émerger un projet sur mesure

L'école de la deuxième chance (**E2C**) Paris accueille en continu une centaine de jeunes décrocheurs pour une période moyenne de six mois. Entre exigence et responsabilisation, la formule permet aux trois quarts d'entre eux de se lancer concrètement dans un projet professionnel.

Devant les locaux de l'école de la deuxième chance (E2C) Paris (XIX<sup>e</sup> arrondissement), en cette mi-juin 2020, ils sont une dizaine de jeunes à attendre de pouvoir faire, enfin, leur rentrée.

## Une rentrée différée

« Ils étaient tous là en avance, c'est exceptionnel ! », souligne Chantal Lebernady, directrice adjointe de l'E2C. En raison de la fermeture des établissements de formation dans le cadre de la crise liée au Covid-19, les participants ont dû différer ce nouveau départ de plusieurs mois. « Nous les avons appelés toutes les semaines pour soutenir leur motivation », ajoute la directrice adjointe.



Chantal Lebernady, directrice adjointe de l'E2C Paris.- © Jeanne Franck/item pour Le Media social

Une fois installés en salle de réunion, ils sont accueillis par Sabrina Frebot, coach en insertion professionnelle. L'objectif est de présenter les règles de fonctionnement de l'E2C sous forme d'échanges pour susciter la réflexion. À la question, « *Comment faire pour que chacun évolue dans un environnement qui reste agréable ?* », ce n'est pas la coach qui va évoquer le respect du matériel, mais les jeunes qui doivent faire des suggestions.

## Autonomisation

« *Le mot-clé, ici, est probablement "autonomisation"», commente Vincent Doyet, le directeur des lieux. « Nous ne sommes plus à l'école, nous offrons au stagiaire les conditions nécessaires pour devenir moteur, arriver à exprimer et enclencher son projet professionnel ».*

Pour le directeur général du **Réseau E2C France**, Cyrille Cohas-Bogey, il est essentiel qu'après des expériences négatives, le jeune ressent que l'équipe de son E2C va poser sur lui un regard « *à la fois constructif et bienveillant* ». « *Nous essayons de faire passer le message " nous sommes là pour toi "* », ajoute-t-il.



Vincent Doyet, directeur de l'E2C Paris.- © Jeanne Franck/item pour Le Media social

## Lutter contre le décrochage

Nées en 1997, sous l'impulsion d'Édith Cresson, alors commissaire européenne, les E2C sont aujourd'hui au nombre de 133 sites-écoles, à la fois indépendantes et fonctionnant en réseau, chacune s'appuyant sur les ressources de son territoire. En 2019, elles ont accueilli 15 000 jeunes.

Leur objectif premier est de lutter contre le décrochage scolaire et d'accompagner les 18-25 ans sans diplôme et sans qualification, orientés majoritairement par les missions locales et de plus en plus par le bouche-à-oreille, en construisant avec chacun un parcours en alternance, sous forme de remise à niveau dans des matières fondamentales (français, mathématiques et bureautique), d'ateliers avec les coachs en insertion professionnelle et de stages au sein des entreprises locales.



À l'E2C Paris, où le parcours est d'une durée d'environ 6 mois, les stagiaires ont en moyenne 21 ans, avec, pour près de 80 % d'entre eux, un niveau scolaire inférieur au CAP. Ici lors d'un atelier communication écrite.- © Jeanne Franck/item pour Le Media social

Ouvertes à l'initiative de partenariats noués entre les services décentralisés de l'État, des collectivités territoriales et des acteurs de l'insertion professionnelle, les E2C sont principalement financées par l'État, les régions et le Fonds social européen (FSE). Les jeunes ont le statut de stagiaire de la formation professionnelle et perçoivent à ce titre une rémunération (300 € par mois, financés par la région).

## Des situations très diverses

À l'E2C Paris, où le parcours est d'une durée d'environ 6 mois selon un rythme de 35h/semaine, les stagiaires ont en moyenne 21 ans, avec, pour près de 80 % d'entre eux, un niveau scolaire inférieur au CAP, et sont à 62 % de nationalité française. « *Ces chiffres regroupent des situations extrêmement différentes, du jeune qui est resté chez ses parents plusieurs années sans engager aucune démarche au jeune qui vient d'arriver sur le territoire français* », précise Vincent Doyet, le directeur.



## Deux élèves prêts à se former



Dounia Yousefi, arrivée depuis peu d'Iran, détentrice de l'équivalent du baccalauréat, termine son parcours à l'E2C Paris, avant de commencer une formation d'assistante comptable. © Jeanne Franck/item pour Le Media social I

Alors que la nouvelle promotion enchaîne avec sa première session d'improvisation théâtrale, assurée par un intervenant extérieur, dans une autre salle, l'aventure E2C est sur le point de se terminer pour deux stagiaires. Dounia Yousefi, arrivée depuis peu d'Iran, détentrice de l'équivalent du baccalauréat, espère régler sous peu les derniers détails pour commencer une formation d'assistante comptable.

## Un univers très organisé

Fousseynou Bathily, qui a grandi au Mali, va débiter dans quelques jours une formation de préparateur de commandes dans le secteur de la logistique. « *Moi, ce qu'il me faut, c'est un univers très organisé* », déclare-t-il. « *Fousseynou aurait pu prendre quelques jours de vacances, surtout qu'il a toujours été extrêmement assidu, mais il a voulu rester à l'école jusqu'au dernier moment !* », commente, avec un sourire, Fella Zeggane, formatrice en français.

## Des activités culturelles et sportives

Fousseynou évoque tour à tour son amitié avec un autre stagiaire, « *devenu comme un frère* », les visites dans Paris et un séjour inter-E2C en Corse, qui visait à monter une pièce de théâtre, « *dans un décor naturel sublime* », tient-il à souligner. « *Nous proposons aux jeunes des activités culturelles, sportives et de bénévolat dans un objectif de remédiation sociale pour que chacun trouve sa place, toute sa place* », précise Vincent Doyet.



Fousseynou Bathily va débiter une formation de préparateur de commandes dans le secteur de la logistique. Ici avec Fella Zeggane, formatrice en français à l'E2C. © Jeanne Franck/item pour Le Media social

## Des hauts et des bas

Durant les six mois de présence à l'école, chaque stagiaire connaîtra des hauts et des bas et, parfois, des retournements de situation. Le rythme des 35 heures étant l'un des obstacles à surmonter. « *Dans notre accompagnement, nous devons rester modestes. Il nous arrive de construire pendant trois mois avec un jeune son projet pour devenir aide-soignant, et du jour au lendemain, il va bifurquer vers une autre voie* », remarque le directeur.

## Un lien étroit avec les travailleurs sociaux

Les freins périphériques - problème de santé, conflit familial, rupture d'hébergement, mobilité... - peuvent aussi peser lourd. Selon ses choix d'organisation, une E2C peut compter des travailleurs sociaux au sein de son équipe interne. L'E2C Paris travaille en lien étroit avec le conseiller de la mission locale qui lui aura orienté le jeune et avec les autres professionnels du social qui peuvent l'entourer.

« *J'ai régulièrement au téléphone des éducateurs de la prévention spécialisée ou encore de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) pour faire le point sur l'avancée dans le parcours et tout*

particulièrement en cas de souci. Si, par exemple, un jeune est absent sans explication, je peux demander à son éducateur, “peux-tu passer le voir et voir quel est le problème?” n’ayant pas cette possibilité moi-même », relate la directrice adjointe.

L'école organise également des actions avec de nombreux partenaires, comme le centre d'information sur les droits des femmes (CIDF) ou le planning familial, pour favoriser l'accès à l'information et à des solutions.

## Une dynamique collective



En quelques exercices d'improvisation théâtrale, le comédien Aurélien Labruyère (à gauche) a permis aux membres de la nouvelle promotion, qui ne se connaissent pas, de former un groupe.- © Jeanne Franck/item pour Le Media social

Depuis l'atelier théâtre, les rires fusent. En quelques exercices, le comédien professionnel, Aurélien Labruyère, a permis à des inconnus de commencer à former un groupe. « Évidemment, nous comptons beaucoup sur cette dynamique collective, la difficulté étant d'avancer ensemble tout en travaillant son projet personnel », commente Vincent Doyet.

Les bons résultats de l'école - 76 % de sorties dites positives (par ordre décroissant : contrat d'apprentissage ou de professionnalisation - 28 %, puis, à égalité, CCD/CDI ou formation qualifiante -19 %) indiquent que la formule des E2C fonctionne. Des résultats qui sont consolidés dans le temps, l'école poursuivant son accompagnement pendant les 12 mois qui suivent le départ du jeune.

## Un dispositif qui marche

En 20 ans, les E2C ont ainsi pris une place importante dans le paysage de l'insertion sociale et professionnelle et de la lutte contre le décrochage.

Pour Dominique Naudon-Lalor, chargé de mission « orientation » à la mission locale de Paris, ce succès s'explique par « les liens étroits que l'école a noué avec le tissu économique local, rendant possible la multiplicité des stages et dans des domaines variés », comme par le projet global E2C « qui va de l'accueil du jeune à l'accès direct à des expériences professionnelles, là où d'autres formations s'arrêtent, par exemple, à la définition du projet ».



L'E2C Paris a noué des liens étroits avec le tissu économique local, rendant possible de nombreux stages en entreprise. - © Jeanne Franck/ item pour Le Media social

## Un « comité d'engagement » autour du jeune

Le professionnel de la mission locale se déplace régulièrement à l'école notamment pour participer au « comité d'engagement » organisé pour chaque jeune après son premier stage.

« Coachs, formateurs, direction... nous sommes tous réunis autour du jeune pour parler, avec lui, de son avenir et l'aider à formuler son projet. C'est un moment clé, un temps de partage loin de l'ambiance d'un examen, très enthousiasmant pour le professionnel de l'insertion que je suis », confie-t-il.

**Contacts : E2C Paris, 01 44 62 70 90, [contacts@e2c-paris.fr](mailto:contacts@e2c-paris.fr) / Réseau E2C : [contact@reseau-e2c.fr](mailto:contact@reseau-e2c.fr)**

-----

### *En bref*

- Budget de fonctionnement : 2,5 millions d'euros
- Nombre de salariés : 25 personnes
- Nombre de bénévoles : 35 personnes
- Nombre de jeunes accompagnés en 2019 : 428
- Temps de parcours moyen : environ 6 mois

-----

### **Pour aller plus loin**

- « *Formation obligatoire des 16-18 ans* », **rapport** de Sylvie Charrière et Patrick Roger, rapport remis au gouvernement en janvier 2020.
- « *La réussite des élèves : contextes familiaux sociaux et territoriaux* », **revue** Éducation & Formation, décembre 2019.
- « *Inégalités sociales, motivation scolaire, offre de formation, décrochage* », **revue** Éducation & Formation, mai 2018.
- « *Le décrochage scolaire : Un défi à relever plutôt qu'une fatalité* », **revue** Éducation & Formation, mai 2018.
- « *Le décrochage scolaire* », Pierre-Yves Bernard, Collection : Que sais-je ?, éditions PUF, mai 2019.
- « *Souffrances à l'école : les repérer, les soulager, les prévenir* », Nicole Catheline, éditions Albin Michel, 2016